Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 14 FEVRIER 19/9 - N° 853 Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. 2,00 F.

Publication des documents préparatoires du 23e congrès du PCF

L'Humanité publie mardi les textes préparatoires du 23e Congrès. Sont ainsi proposés à la discussion des militants un texte de Marchais, qui a pour fonction de «cadrer les questions jugées importantes», un projet de résolution et un nouveau projet de statuts. Si l'on remarque la possibilité d'ouvertures de tribunes libres en dehors de la période de congrès, ou encore une atténuation très nette des critiques portées à l'URSS par le PCF, on ne trouve rien de précis quant au projet politique propre. Derrière les considérations générales, et la reprise des orientations tracées depuis deux ans par la direction, le flou du texte permet à cette même direction de mener le débat à sa guise. Du moins l'espère-t-elle...

Lire en page 5

Tchad : le pouvoir en miettes ?

Lundi, des affrontements armés se sont produits dans la capitale du Tchad, Ndjamena, entre les militaires fidèles à Malloum le président et les forces armées du Premier ministre Hissene Habre. En devenant Premier ministre de Malloum, l'ancien geôlier de Mme Claustre n'a pu parvenir à faire avancer la réconciliation nationale, étant donné qu'il n'a plus d'influence au sein du FROLINAT. Il risque au contraire d'être évincé, des négociations se déroulant entre le gouvernement central de Malloum et la guérilla qui contrôle tout le Nord du Tchad.

Habre serait en fuite. Le corps expéditionnaire français a pris position dans les quartiers européens, mais l'Élysée a annoncé qu'il ne prendrait pas partie dans le conflit.

A la veille de la journée du 16...

PATRONS SEQUESTRES A MAUBEUGE

- Usine Berliet occupée à Saint-Priest
- Routes bloquées en Moselle

Les syndicats de l'Est proposent une marche sur Paris

Le gouvernement Bazargan s'installe

Il est reconnu par plusieurs pays dont l'URSS.
Carter reconnaît le recul américain.
Khomeiny appelle à rendre les armes.

Lundi, civils et militaires insurgés patrouillent en armes dans les rues de Téhéran. Aujourd'hui, le gouvernement Bazargan appelle au calme et veut remettre en marche l'État hérité de l'ancien régime.

Lire en page 8

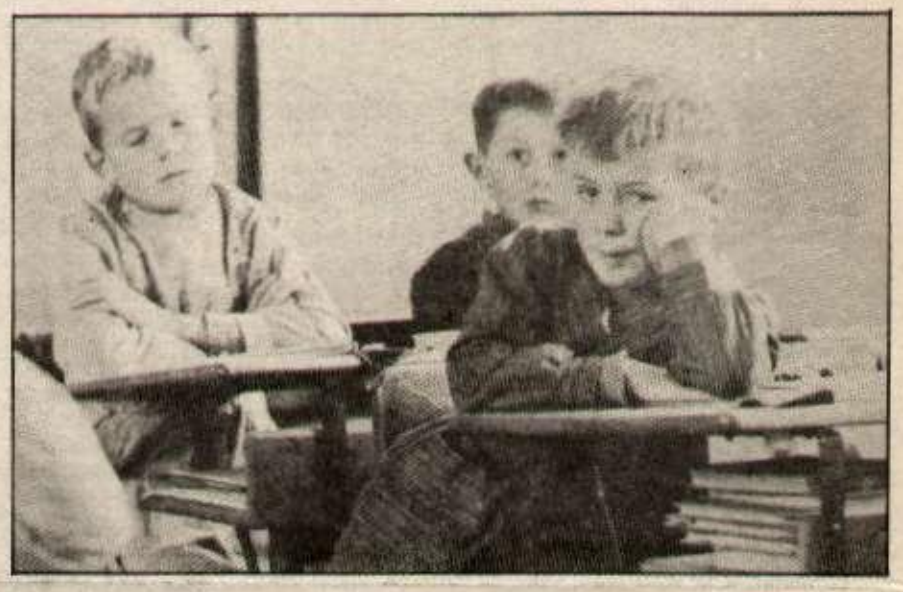
ECOLE

LE RAPPORT MAGNIN
SUR LES RYTHMES SCOLAIRES (3)

LA FATIGUE À L'ECOLE

Interview du docteur Guy Vermeil

réalisée par Claude ANCHER



«Elève remuant», «inattentif», «distrait». Tandis que ces remarques émaillent les carnets de scolarité ou les conseils de classes, les parents de leur côté, voient revenir de l'école des enfants fatigués, bien souvent obligés de poursuivre à la maison leur travail scolaire. Dans les cas les plus graves, c'est la consultation médicale qui prend le relais de l'enseignant. «Elève inadapté» ou plutôt école inadaptée à l'enfant ? Sur la base de sa longue expérience de pédiatre à l'hôpital d'Orsay, le docteur Guy Vermeil conclut à la deuxième hypothèse. Pour lui *«la vie que nous faisons mener à nos enfants pendant les deux tiers de l'année détériore leur santé et leur état mental»*. Dans son livre *«La fatigue à l'école»**, il fait le procès de la conception et de l'organisation du système scolaire français actuel et propose un certain nombre de solutions. A l'heure où il est beaucoup question des rythmes scolaires — le rapport Magnin consacre un chapitre détaillé à la fatigue scolaire — il nous a paru important de demander au docteur Vermeil de préciser ses critiques du système scolaire.

** Collection «Sciences de l'Éducation». Editions ESF. 17 rue Viète. 75 017 Paris.*

Le jeu sacrifié

▶ **QdP : Selon vous, *«le rythme de vie de l'enfant est sur bien des points un défi au bon sens et à des principes élémentaires de physiologie»*. Pourquoi un jugement aussi sévère sur l'organisation de l'école ?**

G.V : Je vais parler surtout des plus jeunes enfants, mais pour les autres, ce ne serait pas très différent. Pour l'enfant, le mouvement est aussi nécessaire que l'alimentation ou le sommeil, et le jeu aussi important que les apprentissages scolaires. Contrairement au jeu «gratuit» des adultes, le jeu chez l'enfant est lui-même un apprentissage : c'est l'imagination, les histoires qu'on invente, la manipulation des objets. C'est avec nos mains que nous avons acquis dans nos circuits les notions de dureté, de mollesse, de granuleux... Or l'école ne laisse que trop peu de place au jeu et au mouvement : voilà l'amputation majeure. Et, sur l'année, on arrive à une répartition absurde : des jours où l'enfant est immobile et silencieux toute la journée, d'autres où il a le droit de se défouler. Or c'est chaque jour que l'enfant doit trouver son équilibre. Comme l'adulte.

Ainsi, il paraît qu'on va autoriser la semaine de quatre jours. C'est absurde. Si les parents ont des journées de dix heures de travail plus une heure de transport, que va devenir l'enfant ? Et on va chercher à concentrer son emploi du temps scolaire lui aussi sur quatre jours ? Alors que son horaire journalier est déjà anormalement long !

Prendre en charge les besoins de sommeil

▶ **QdP : L'écolier a besoin de détente et de sommeil. Ce besoin est-il bien respecté, et notamment par l'école ?**

G.V : Le sommeil est un problème difficile car notre vie sociale, en France plus que dans d'autres pays, se passe assez tard. Les retours du travail sont souvent tardifs, l'après-dîner commence vers 20 h 30 : on a alors un peu de temps devant soi, les parents sont plus détendus et les enfants qui ont envie et besoin de rester avec leurs parents, apprécient beaucoup ce moment.

Laissons de côté le problème de la télévision, et disons que pendant une heure après le repas du soir il faudrait une vie sociale familiale. Si le réveil se fait vers 7 h 30, les dix heures de sommeil suffisent à beaucoup de jeunes enfants. Mais certains enfants de sept ans ont besoin de plus de sommeil. Si l'enfant est accueilli par sa mère au retour de l'école, on peut lui donner un repas unique rassemblant goûter et repas du soir, vers six heures, et le coucher tôt en lui ayant tout de même procuré une soirée, un «après-dîner». Mais quand les deux parents rentrent tard, la seule solution pour éviter une amputation grave du sommeil, c'est le sommeil d'après-midi. Il faut donc que l'école prenne en charge la fonction sommeil comme cela se fait dans certaines écoles-pilotes, avec un système de dortoir très simple. On voit bien sûr les problèmes que cela pose pour l'animation des écoles, le personnel...

Dans tout cela, il existe un lien étroit avec ce qui se passe pour les adultes, leur mode de vie, les servitudes qui pèsent sur eux. Mais on ne peut pas tricher avec le temps : personne ne songerait à dormir tout le week-end pour s'en dispenser le reste de la semaine. Mais pour le travail scolaire, ou pour le travail adulte, c'est ce qu'on fait ; pour notre équilibre il serait souhaitable qu'il y ait chaque jour une part de travail et une part de détente, qui ferait que la fatigue ne surviendrait pas.

L'équilibre alimentaire

▶ **QdP : Les habitudes alimentaires ont-elles des conséquences sur la fatigue de l'écolier ?**

G.V. : Bien qu'en France on soit très respectueux de la nourriture, le petit déjeuner est souvent sacrifié. Pourtant, il survient après une période de jeûne prolongé. Au réveil, le jeune enfant traîne un peu, avant d'avoir faim. Aussi quand dans la bousculade du matin on le met rapidement devant une tasse de lait et un morceau de pain, il ne mange pas. Et beaucoup d'enfants en fin de matinée souffrent d'hypoglycémie, de baisse du taux de sucre sanguin. Ils sont alors fatigués, somnolents, ou au contraire agités.

Ainsi, comme pour les temps de travail, il y a une mauvaise répartition de la nourriture. Pour les enfants qui n'ont pas de petit déjeuner, je voudrais qu'il y ait au moins un petit repas au milieu de la matinée. Il faudrait pour cela que l'école autorise les enfants à apporter un casse-croûte.

Ajoutez une distribution d'une tasse de lait, cela arrangerait bien les choses.

▶ **QdP : Et la cantine ?**

G.V. : Servir des repas n'est pas considéré comme une des fonctions de l'école. C'est d'ailleurs généralement pris en charge par les municipalités. Plus encore que le contenu des repas, c'est les conditions dans lesquelles ils sont pris qui devraient être considérablement améliorées. Le contenu pourrait être simplifié si l'enfant avait suffisamment mangé le matin. Mais il faut tenir compte de certaines circonstances individuelles. Pour des enfants qui appartiennent à des milieux très pauvres, le repas de la cantine est souvent l'essentiel de la ration alimentaire du jour. Il ne faut pas l'oublier. D'autre part, pour les casse-croûtes on peut s'attendre à ce qu'il y ait des enfant qui en auront un copieux et d'autres qui n'auront pas grand chose.

Le poste de travail de l'écolier

▶ **QdP : Que signifie la notion de «poste de travail de l'écolier» que vous utilisez en référence au travail industriel ?**

G.V. : Dans l'industrie, étudier un poste de travail consiste à apprécier tout ce qui caractérise le travail que va faire un ouvrier pendant la journée : les charges qu'il soulève, ses positions, les éclairages, la température, les contraintes des cadences... En tout on a défini douze facteurs. A partir de là on peut déterminer la fréquence et le durée des arrêts nécessaires à la récupération.

La description du travail de l'écolier est beaucoup plus difficile à faire. On est obligé de se contenter de la notion de durée, mais bien d'autres choses peuvent entrer en ligne de compte.

Pour aboutir à l'évaluation du temps de travail de l'écolier, on doit procéder par soustraction. Prenons par exemple le cas d'un enfant de six ans : il lui faut environ douze heures de sommeil, trois heures pour la toilette et les repas, une heure et demi pour les déplacements, quatre heures de jeu. Donc il reste approximativement trois heures trente pour les activités dites scolaires.

Bien sûr, avec certaines méthodes pédagogiques, il est presque impossible de faire la différenciation entre travail scolaire et jeu. Par ailleurs, aucun instituteur ne songerait à faire travailler un enfant six heures de suite. Mais, malgré une certaine amélioration de l'école, il n'y a que des inconvénients à enfermer l'enfant dans les structures actuelles de l'école pendant six heures par jour.

Avec trois heures, il en a assez pour apprendre ce qu'il lui faut apprendre. Et c'est cela ma bataille.

Demain :
La suite de l'interview de Guy Vermeil

Portrait de l'enfant bien «adapté»

Le même cartable mais... pas les mêmes «chances»

Qui sont les enfants qui rencontrent le plus de difficultés à l'école ? Bien que le rapport Magnin soit censé réfléchir aux besoins de l'enfant scolarisé, c'est une question qu'il préfère ne pas se poser, du moins pas explicitement. Sur les statistiques mettant en rapport l'origine socio-culturelle des élèves et les échecs scolaires, pas un mot. Pour le recteur Magnin, les enfants semblent constituer une sorte d'espèce animale dont les individus seraient plus ou moins bien «adaptés» à leur milieu, en l'occurence l'école. Ne peut-on pas* «apprécier et mesurer l'inattention et l'inadaptation par des tests psychotechniques et des mesures biologiques (contrôles fonctionnels, dosages hormonaux, contrôles métriques)» *? Ne procède-t-on pas sur les élèves à des* «études éthologiques», *telle que la prise des urines (l'éthologie est l'étude des mœurs animales en milieu naturel...) ?

Par recoupements on peut cependant déduire du rapport le portrait de l'enfant le mieux (ou le moins mal) adapté à l'école. Son environnement familial est «construit, limité, évolutif», ***son cadre de vie*** «chaleureux et sécurisant» ; ***il dispose dans son milieu socio-familial de possibilités*** «d'expression personnelle (activités, jeux)». ***Ses*** «qualités intellectuelles» ***sont élevées : les «tests de l'intelligence» censés mesurer ces qualités confirment pour l'essentiel les résultats scolaires et donnent comme par hasard une «hiérarchie de l'intelligence» exactement symétrique à la hiérarchie socio-professionnelle des familles des enfants testés. Un portrait ainsi résumé dans le rapport Magnin :*** «L'inadaptation est en sens inverse des qualités intellectuelles, des bonnes conditions physiques et familiales». ***En somme, l'élève adapté c'est le «bon élève», issu d'un milieu favorisé économiquement et culturellement. On s'en serait douté... Mais c'est ce que le rapport Magnin s'efforce de ne pas dire ouvertement.***

LA JOURNÉE DU 12 N'A PAS ÉTÉ CE QU'ELLE AURAIT DÜ ÊTRE

Lundi, deux manifestations étaient prévues. L'une le matin à la sous-préfecture de Briey, l'autre l'après-midi à Gorcy. C'est à la fonderie de cette petite ville que devaient avoir lieu 80 licenciements, les premiers de la longue liste prévue par le gouvernement. Samedi, Boulin avait annoncé que les licenciements étaient transformés en stages. Toujours est-il que cette journée du 12 n'a pas été ce qu'elle aurait pu être.

Le matin, à la sous-préfecture de Briey, 150 travailleurs seulement s'étaient déplacés. Cette mobilisation relativement faible s'explique très certainement par l'annonce dès samedi dans la presse locale que les licenciements étaient transformés provisoirement en stage de formation pour les 80 travailleurs concernés. Six mois de formation, cela conduira en août, au moment où des milliers d'autres licenciements deviendront effectifs. Les 150 sidérurgistes présents n'en durent pas moins attendre pendant trois heures, une partie du temps sous la pluie, que la délégation ressorte. Quelques bousculades opposèrent les flics aux manifestants. La température commençait à monter sérieusement quand la délégation ressortit. Si l'attente fut si longue, c'est que, dit le porte parole de la CGT, il avait négocié avec le ministre par sous préfet interposé. En fait, la seule *«victoire»* c'est que le terme licenciement a disparu des lettres que les 80 fondeurs recevront. Pourtant nul ne se fait d'illusion. Il s'agit de licenciements déguisés. Chacun a encore en mémoire qu'à Usinor Thionville, un certain nombre de gars avait été mis en formation avant d'être licenciés. Loin de présenter les choses comme elles le sont, un responsable de l'UL CGT devait nous déclarer *«de toute manière il ne faut pas se faire d'illusions, si les licenciements des grandes usines sidérurgiques du bassin ne sont pas annulés, on ne sauvera pas les 80 à Gorcy»*. C'est certes une manière de voir les choses. Il y en a une autre qui semble préférable : elles consiste à faire de ces 80 premières lettres la cible d'une mobilisation massive de tout le bassin. Prendre cette voie aurait exigé de mobiliser massivement pendant tout le week-end, pour lundi, afin d'obtenir que les 80 de Gorcy ne changent pas de statut. Ce n'est pas la voie qui a été suivie ; On est en droit de se demander quelle formation les 80 vont recevoir quand on sait qu'il n'y a aucune possibilité de reclassemeent à plusieurs dizaines de kilomètres à la ronde pour ne pas dire plus.

Le rassemblement lundi à Gorcy

L'après-midi, rendez-vous était pris pour Gorcy. De 500 à 1 000 travailleurs étaient sur place. On apercevait des banderoles assez nombreusees, et quelques dizaines d'ouvriers en bleu de travail. La quiétude de la petite ville était un peu troublée par la très puissante sono. Impossible en effet de ne pas suivre l'intervention. Celle-ci, pourtant faite au nom de l'intersyndicale, et prononcée par la CGT, donnait l'impression d'être tout droit sortie de l'*Humanité*. Il n'y manquait que l'exhortation à adhérer au PCF. Un autre porte-parole de la CGT devait appeler à la dispersion au bout de 20 minutes de discours. Manifestement, on sentait que cela laissait les travailleurs présents sur leur faim. Il a suffi que quelques syndicalistes CGT-CFDT esquissent un départ en manifestation pour que la totalité des travailleurs présents les suivent.

Devant la villa du patron maire Labbé, on marque une pause. On n'entre pas ; finalement, l'hésitation l'emporte. La délégation recue le matin par le sous-préfet à Briey est reçue par le patron Labbé à la mairie. Plusieurs fois, devant la mairie, l'affrontement menace avec les gendarmes, pourtant très défensifs. Finalement, quand la délégation ressort, les 2 ou 300 travailleurs encore présents apprendront sans étonnement qu'il n'y a rien de changé quant au statut des 80 de la fonderie. Chacun alors rentre chez soi, plus d'un est insatisfait.

QUELQUES QUESTIONS

Quelques questions se posent, au soir de cette journée. On ne peut penser que la mobilisation a été à la hauteur de la combativité dans la région. Il y a donc autre chose. Certes, l'annonce samedi dans la presse régionale, que Boulin transformait les licenciements en stages de formation a eu un effet démobilisateur certain. Certes, le climat ambiant à Gorcy, petite ville dans laquelle le patron-maire exerce un pouvoir sans partage, au point d'être parvenu à étouffer pendant des années toute expression ouverte de la lutte des classes, n'a pas favorisé la mobilisation. Il n'y a pourtant pas que ça.

Comment expliquer que la mobilisation sur le bassin n'ait pas été plus importante ? Qu'a-t-il été fait pour amener par milliers les sidérurgistes à Briey et à Gorcy ? Il ne suffit pas pour cela d'un communiqué dans *Le Républicain lorrain*. Enfin, comment se fait-il que sur place, les travailleurs présents n'aient été consultés sur la manière dont ils entendaient poursuivre la journée et l'action ?

Le bilan de cette journée est loin d'être tiré. Un des principaux dirigeants du bassin se montrait tout à fait conscient des limites de cette journée.

François MARCHADIER

Recul !

Au cours de son intervention, le responsable de l'UL CGT devait reprendre à son compte toutes les actions entreprises, y compris les plus virulentes. Joli recul de la part de quelqu'un qui, il y a peu de temps encore, dénonçait à FR 3 *«les éléments extérieurs bien connus des services de police»*.

Oui aux actions efficaces

Au cours des discussions, Boulin a montré que le gouvernement refusait de revenir sur le plan de licenciements. Il a seulement fait quelques propositions inacceptables : ainsi la pré-retraite à 55 ans. Pourquoi ces travailleurs seraient-ils obligés de partir avec les pertes de salaire, ou s'ils ne le souhaitent pas ? Par ailleurs, il s'agit bien là de suppressions d'emploi, qui augmentent le chômage pour les jeunes dans les bassins sidérurgiques.

Les travailleurs ont mené de nouvelles actions, qui montrent la volontré de répondre du tac au tac, de riposter quand il le faut à la violence réactionnaire de la bourgeoisie et de ses flics. D'une manière générale, nous communistes révolutionnaires, soutenons les actions résolues lorsqu'elles sont décidés par les travailleurs et reçoivent leur soutien.

Pour imposr des reculs à la bourgeoisie, renforçons la lutte et l'unité :

— multiplions les initiatives
— participons massivement à la journée du 16
— coordonnons les luttes entre les différents bassins : Sollac-Sacilor, Nord, Solmer.

Soutenons les travailleurs de Gorcy, premiers touchés par la nouvelle vague de licenciements.

Fédération de Lorraine du PCR ml

SNAV : séquestration du directeur industriel

REPRISE OFFENSIVE DE L'ACTION

Après quinze jours de grève et d'occupation, de multiples actions spectaculaires, tel le blocage de trains, la mise en panne d'engins porte-grues dans Lyon, les travailleurs de la SNAV continuent la lutte contre les licenciements. Rappelons que ceux-ci ont été décidés par la Régie Renault pour permettre la vente de la SNAV à Sauvet-Girel, une usine wagonnière du Nord-Pas-de-Calais, dans le cadre de la restructuration de ce secteur de production.

La reprise du travail s'est effectuée depuis maintenant deux semaines, et un premier bilan de cette grève est parue dans *le Quotidien du Peuple* daté du 31 janvier. Nous indiquions que la lutte ne s'était pas arrêtée pour autant. Que s'est-il passé depuis ?

D'abord, un premier débrayage le jour de la reprise Et déjà l'idée d'une séquestration du directeur était dans l'air...

Quelques jours après, une réunion des licenciés, regroupant une soixantaine de personnes, avait permis de commencer leur organisation : pour le dépôt d'un cahier revendicatif, et aussi la défense de leur droit, entre autres mettre sur pieds une inscription collective à l'ANPE. Puis ce fut la préparation des Etats généraux pour l'Emploi et le mieux-vivre. Une occasion certaine pour les travailleurs de la SNAV de populariser leur lutte, et du point de vue de la boîte accentuer la mobilisation. La participation à cette journée fut très intéressante : c'était la première journée d'action où tant de travailleurs furent associés, et surtout l'Intersyndicale CGT-CFDT de la SNAV participa au forum des Etats généraux. Son intervention applaudie plusieurs fois, indiquait la nécessité, dans la période, de partir d'actions minoritaires au départ pour aboutir à un rapport de forces majoritaire, la nécessité de lutte offensive avec occupation de boîtes pour obtenir des résultats, et la nécessité de la coordination des luttes pour l'emploi.

Revenons à la SNAV : les 12 travailleurs du secteur engins porte-grues qui devaient être reclassés après un stage de formation ont reçu jeudi leur lettre de licenciement. De plus, la direction a annoncé que le stage était annulé. Ce qui signifiait que l'atelier engin porte-grues était définitivement liquidé.

L'Intersyndicale décidait alors de sortir tous les camions de l'atelier, et dès vendredi matin, deux engins porte-grues furent mis en panne devant les entrées de l'usine. Les camions de livraison ne pouvaient entrer, ni les voitures de cadres. Cette initiative créait un choc et un rassemblement à 8 h 30 le vendredi matin réunit plus de 200 travailleurs. Les EPG étaient mis en panne tant que la direction ne donnerait pas de réponse claire sur les licenciements (réduits aujourd'hui à 127) et sur le cahier de revendications (5e semaine, 165 francs d'augmentation uniforme...).

Puis les gars sont montés à la direction. Ils sont tombés sur le directeur industriel, le sieur Dolweck. De nombreuses questions lui furent posées, pas de réponse, si ce n'est un sombre tableau de l'avenir de l'usine. Dès lors la séquestration se poursuivit jusqu'à 17 heures, heure à laquelle les flics sont intervenus pour libérer le directeur. Alors qu'il semble que les choses s'accélèrent sur la prise de contrôle de la SNAV par Sauvet-Gireel et que le nouveau PDG prend en main la SNAV, l'Intersyndicale et les travailleurs mobilisés comptent bien poursuivre l'action. Les jours qui viennent verront certainement la SNAV à la une de l'actualité sociale du Rhône.

Michel BERTEL

• Saint Priest : Berliet occupé

Lundi matin, des débrayages avaient lieu dans les diverses unités de Berliet de la région lyonnaise, avec manifestation d'une usine à l'autre. Au retour, les ouvriers de l'usine «Ponts» de Saint Priest décidaient de poursuivre le mouvement, et dans l'après-midi, ils votaient l'occupation. Ils veulent s'opposer au déménagement d'une ligne de montage, effectué dans la nuit de vendredi à samedi par des vigiles privés «bien équipés».

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
CCP N° 23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

LUTTES

SFP : LES GRÉVISTES INTERDISENT LA TENUE DU COMITÉ D'ENTREPRISE

La journée de lundi a été mouvementée, et plus spécialement pour le nouveau PDG-licencieur de la SFP, Clermont-Tonnerre. Le matin, la réunion du Comité d'entreprise a été interrompue par les grévistes. Une nouvelle réunion était prévue pour ce mardi 9 h 30 à l'Empire. Dans cette salle, devait avoir lieu l'après-midi le «forum-spectacle» organisé par les grévistes : mais une intervention policière très massive a empêché son déroulement.

«Pas un seule licenciement» ou *«Un seul licenciement : Clermont-Tonnerre»*, c'est en lançant ces slogans que plusieurs dizaines de grévistes de la SFP ont pénétré lundi matin dans la salle du Comité d'entreprise aux Buttes-Chaumont avant même que le PDG ait fait l'annonce officielle des licenciements, qui seraient d'après les syndicats non de 754 mais de 778. Dans la confusion, le PDG décidait de reconvoquer le CE pour mardi, mesure contestée par les syndicats, le délai normal étant de trois jours. Après l'intervention en plein CE qui visait à gagner du temps dans la procédure légale de licenciement, les grévistes en colère accompagnèrent le PDG dans son bureau et le sommèrent de venir s'expliquer devant l'Assemblée générale. Il finit par s'y résoudre, tandis que le directeur général Jean Drucker préférait, lui, s'esquiver par une porte dérobée. Pendant une bonne demi-heure la situation de Clermont-Tonnerre ne fut guère confortable, sous le feu roulant des critiques des grévistes. Venu pour «faire front» malgré tout, il réaffirma que la SFP avait obtenu 20 % de commandes supplémentaires mais évita de préciser comment ce surcroît de commandes n'était pas contradictoire avec l'énorme charrette de licenciements.

A ce propos, il faut souligner que pour tous les personnels en lutte, à la SFP ou dans les autres sociétés de radio-télévision, les affirmations de Clermont-Tonnerre sur le prétendu «sous-emploi» à la SFP sont inadmissibles. De même que les accusations du genre : la SFP est bien plus chère que les productions privées. En réalité, il est connu que les productions de la SFP sont beaucoup plus élaborées que les productions privées. Leur seul «tort» est au fond de ne pas satisfaire automatiquement aux exigences idéologiques du pouvoir, à la différence des productions privées. Pour donner une idée de ces exigences, une anecdote récente : sur Antenne 2, un journaliste avait fait venir à Paris une déléguée syndicale de Longwy. Au dernier moment, J.P. Elkabbach directeur de l'information, interdit cette séquence et la déléguée fut invitée à reprendre le premier train pour Longwy ! A ce stade-là, on conçoit que la bourgeoisie soit pressée de liquider un secteur qu'elle ne maîtrise pas parfaitement.

On ne s'étonnera pas non plus qu'elle n'ait pas voulu laisser sans riposte l'annulation du CE par les grévistes. En se rendant à l'Empire, ceux-ci se sont trouvés en présence de plusieurs dizaines de cars de gardes mobiles et de CRS qui bloquaient une partie de l'avenue de Wagram (17e). Interdiction de pénétrer dans la salle, interdiction de passer devant par groupes de plus de trois personnes, le véritable état de siège ! Précaution supplémentaire : l'électricité avait été coupée.

Le gala avait pourtant été annoncé et même sur les chaînes de télé pendant le programme minimum. En l'interdisant au dernier moment, le gouvernement montre sa volonté de durcir sa position, tandis que de leur côté les syndicats appellent à la poursuite du programme minimum.

Claude ANCHER

• Dentzer-CIC, contre les licenciements et la répression

Mardi dernier, les ouvrières de chez Dentzer, en lutte pour l'emploi à Montreuil, se rendaient en masse au siège de la banque CIC, principal actionnaire de Dentzer. Avec la solidarité du personnel de la CIC, elles bloquaient dans son bureau le directeur. Vendredi, la répression s'abattait sur 4 délégués de la CIC (un CGT et trois CFDT), mis à pied trois jours. Les syndicats de la CIC organisent un rassemblement, mercredi 14 à 12 heures, au 56 rue de Provence, avec la participation d'ouvrières de Dentzer, contre cette répression, pour affirmer la poursuite de la lutte.

• Creusot-Loire Rive de Gier : la direction déboutée

La direction de Creusot-Loire Marrel, à Rive de Gier (Loire) poursuivait 10 ouvriers, dont 9 délégués, pour «séquestration» d'un directeur lors d'une action datant de juillet 1978. Le tribunal correctionnel de Saint-Etienne l'a déboutée, en précisant que les faits en question *«ne constituent ni une séquestration, ni un délit concerné par la loi anti-casseurs»*.

• Grève pour 300 F chez Caravelair (Tournon)

Les ouvriers sont rentrés en lutte pour 300 F pour tous, la réduction des cadences, l'embauche de personnel supplémentaire, la révision des classifications. Après des débrayages aux ateliers de préparation des métaux et à la menuiserie, les ouvriers des chaînes ont organisé des débrayages tournants par moitié de chaînes. La direction de cette usine de caravanes menace de fermer l'usine si les débrayages continuent.

GAN (Assurances)

PLUSIEURS SEMAINES DE LUTTE : QUELLES PERSPECTIVES ?

Vendredi 2 février, tour GAN à la Défense : réunion du comité central d'entreprisee sous l'égide de M. Verdeil (ex-directeur des prix au ministère des Finances). Excédés par la réponse patronale (0,80 % d'augmentation), plusieurs centaines d'employés envahissent la salle de réunion. Ils retiennent jusqu'à 17 h 30 Guillaume d'Harcourt (mari de Florence d'Harcourt député RPR) et deux autres responsables. Auparavant, les employés ont dénoncé leurs conditions de travail et ont réclamé la satisfaction de leurs revendications.

TROIS DELEGUES MIS A PIED

Réponse de la direction le lundi 5 février : assignation des syndicats en justice et mise à pied de 12 jours pour trois délégués (deux CGT, un CFDT). Riposte à la répression patronale, lundi après-midi arrêt de travail rue Laffitte, manifestation devant le siège du GAN rue Billet Will. De même au GAN-Défense, blocage de la route circulaire du quartier des affaires. Pendant une heure, 500 employés d'assurance ont perturbé ce mini-périphérique. Ce même jour, on apprenait le refus du patronat de négocier comme prévu le mardi 6 février.

Les syndicats appellent à manifester massivement pour cette journée du 6. Le 31 janvier, 1 200 employés étaient dans la rue. Le 6 février, ils étaient près de 15 000 à défiler de la FFSA (Fédération française des sociétés d'assurances) au ministère des Finances, où ils furent rejoints par le cortège EDF-GDF qui manifestait également ce jour-là.

A la FFSA, les employés furent témoins, une nouvelle fois, du mépris du patronat : refus de négocier.

Le jeudi 8 février, les syndicats CGT, CFDT, FO du GAN appelaient à un débrayage devant le siège, rue Billet Will, contre les mises à pied et pour la satisfaction des revendications. Il fallait s'attendre vu ces formes d'actions à un essoufflement du mouvement. Ce fut le cas.

ET L'UAP ?

Rassemblés devant le siège du GAN, les employés reprenaient peu les slogans envoyés par la voiture sono-CGT. Entre temps les camarades de l'UAP voulurent apporter leur soutien à l'action du GAN et donner des informations quant à la leur. En effet, depuis le mercredi, 800 employés étaient en grève reconductible tous les jours, deux heures le matin, en grève du zèle l'après-midi. Les responsables syndicaux du GAN (dont un des délégués CGT mis à pied !) s'opposèrent fermement à ce que cette information soit donnée à la sono, malgré l'insistance de certains syndiqués CGT. Le délégué mis à pied leur répondit : *«Je suis mieux placé que vous pour savoir comment se mène une lutte»*, et qu'il lui paraissait inoportun de faire une telle annonce.

QUELLES PERSPECTIVES ?

Voyant le caractère peu offensif du rassemblement, certains découragés, sont partis, d'autres ont commencé à scander : *«On veut monter !»* Ils se regroupèrent devant l'entrée de l'immeuble où ils furent pris à partie par des responsables CGT, qui par crainte d'une combativité qu'ils ne contrôleraient pas, avançaient que les mises à pied pouvaient devenir licenciements...

En même temps, on apprit que la direction avait refusé de recevoir la délégation. Dépités par l'absence de perspectives face à cette intransigeance patronale, les manifestants refusèrent d'aller faire, comme il leur était proposé, un tour «autour du pâté de maisons». Là encore, des syndiqués furent pris à partie par des responsables CGT. Visiblement, ce n'est pas ce type d'action qui peut mobiliser efficacement les employés, ni ces façons bien peu inspirées du 40e congrès de la CGT, qui se voulait pourtant «audacieux et novateur»... On ne peut pourtant pas se contenter des miettes accordées par la direction (paiement du pont le 30 avril, quelques centimes d'augmentation sur la journée de garde des enfants, prime de 1 000 F pour les enfants handicapés).

Une nouvelle manifestation a lieu le 14 février, à l'occasion de la commission paritaire nationale sur l'emploi.

Corr. Assurances

LES TEXTES PREPARATOIRES AU 23e CONGRES DU PCF

Depuis mardi matin 13 février, les militants du PCF sont en possession des documents préparatoires au 23e Congrès, publiés sous forme d'un supplément de seize pages encartées dans *L'Humanité*. Il n'y a là que la stricte application de l'article 16 des statuts du PCF, qui précise que *L'Humanité* est le premier moyen «*de faire circuler l'information et de stimuler la réflexion*».

Du 22e congrès au 23e, le projet reste le même.

Trois documents sont soumis aux militants du PCF : une introduction de Marchais, destinée à clarifier les grands axes de la politique du PCF, un projet de résolution, intitulée «*L'avenir commence maintenant*» et enfin un projet de statuts, apportant quelques modifications aux statuts actuellement en vigueur, et qui n'ont pas été touchés depuis le 20e congrès de décembre 1972.

Sous réserve d'une étude plus approfondie, on peut déjà apporter quelques éléments sur ces textes préparatoires.

LA PREPARATION DU CONGRES

Derrière les classiques développements sur le degré de démocratie, «*inégalée partout ailleurs*», Marchais ne donne qu'une précision : les tribunes de discussion, dans *L'Humanité* et *France-Nouvelle*, s'étaleront du 1er mars au 1er mai, sur une période de deux mois donc. Il précise par ailleurs ce que doivent être les textes de référence pour les militants, donnant ainsi une première approche du congrès ; sont ainsi évoquées les prises de position sur la politique nucléaire, l'autogestion, l'Europe, le rôle des élus, les rapports avec les chrétiens, etc.

Le livre «*L'URSS et nous*» est également cité comme texte de référence, au contraire du livre de Paul Laurent, «*Le PCF comme il est*», qui avait pourtant été présenté, lors de sa parution en août 1978, comme un prémisse du 23e congrès. Ce cadrage reste bien sûr aléatoire, si on se souvient que l'abandon à la référence à la dictature du prolétariat n'était pas spécifiée dans les textes préparatoires au 23e congrès.

LE DOCUMENT PREPARATOIRE

Le document préparatoire ne comporte en lui-même aucune nouveauté par rapport aux orientations définies par la direction du PCF. La globalité de la crise, la «*contre-offensive de l'impérialisme*» (l'impérialisme américain bien sûr), le soutien à la politique de détente de Brejnev, la «*vassalisation de la France*» aux intérêts européens donc allemands, y sont réaffirmés. De la même manière, les perspectives du PCF sont présentées comme dans le droit fil du 22e congrès. On notera cependant les développements sur l'attitude envers l'URSS, qui fait l'objet d'un sous-chapitre : alors que le 22e congrès s'était étalé sur la «*nécessaire composante démocratique au socialisme*», le texte préparatoire au 23e congrès insiste au contraire sur «*le bilan globalement positif*» de l'URSS, minimisant par là-même «*la démocratisation progressive de toutes les structures*». Et pour qu'il n'y ait aucune ambiguité, le sous-chapitre suivant s'intitule «*la nécessaire solidarité internationaliste*», avec un soutien réaffirmé à l'URSS, au Vietnam, et aux autres forces gravitant dans l'orbite du social-impérialisme. Les deux derniers chapitres du texte préparatoire sont consacrés à «*la voie démocratique et révolutionnaire*», avec un développement sur l'unité à la base, et au «*parti du 22e congrès*» avec un accent mis sur le caractère révolutionnaire du parti de Marchais.

LES STATUTS

Répartis en 66 articles, ils mettent l'accent sur le fonctionnement «*centraliste démocratique*» du PCF. On notera l'article 46, régissant le fonctionnement du «*conseil national du Parti*» consultatif, et qui peut réunir, outre le C.C., les secrétaires fédéraux et tous les élus nationaux et européens. On notera aussi, bien sûr, l'abandon de la référence à la dictature du prolétariat, dans le préambule mais il ne s'agit là que d'une mise en forme des décisions du 22e congrès. Enfin l'article 7 précise : parmi les instruments de démocratie, «*la tribune de discussion ouverte dans la presse du PCF, obligatoirement avant les congrès, et quand le Comité central en prend l'initiative, en fonction d'une situation politique ou d'un événement important.*» Il s'agit là de la seule concession —attendue— aux critiques émises après les élections de mars par les oppositionnels.

Ainsi se trouve réaffirmée et la ligne du PCF et le mode de fonctionnement qui en fait sa spécificité. La grande généralité du texte, l'impasse faite sur la description précise de son projet de société, tant du point de vue économique du point de vue politique, aboutit généralement à ce que les cellules passent plus de temps à comprendre ce qui est écrit qu'à débattre du contenu. La présence des oppositionnels, l'ampleur de la crise survenue après mars 78, peut cependant aboutir cette année à un débat plus profond et plus réel. Ce sera l'enjeu du 23e congrès.

Nicolas DUVALLOIS

Paris : meeting de soutien aux Corses emprisonnés

Liberta Per Tutti Patriotti

Dimanche soir, la grande salle de la Mutualité était pleine. Tous les patriotes corses, tous ceux que le chômage et la pauvreté ont poussé à l'exil étaient présents pour soutenir les trente militants corses en prison par l'Etat français.

«*Leur faute : l'amour de la patrie*» dira un militant à la tribune, ajoutant : «*Nous refusons à l'Etat français le droit de juger notre propre peuple !*». Les avocats prirent la parole pour dénoncer les scandaleuses conditions d'emprisonnement des patriotes : droit de visite limité, refus de laisser les emprisonnés s'exprimer en corse, non-respect du statut de prisonnier politique. Après une dénonciation de la juridiction d'exception qu'est la Cour de Sûreté de l'Etat, ils s'attaquèrent enfin aux ragots colportés sur le compte des patriotes : «*Au lieu de trouver des voyous, des bandits ou des terroristes, nous avons recontré des jeunes conscients de leur rôle, réfléchis et surtout pas fanatisés comme on voudrait le faire croire*».

Ensuite, dans une lettre lue à la tribune, plusieurs des prisonniers rappelèrent leur attachement au FLNC et à la cause du peuple corse.

Le meeting se poursuivit par une soirée culturelle montrant ainsi que loin de disparaître, la culture corse existe et s'enrichit de nouvelles chansons et de nouvelles poésies directement liées à la lutte du peuple corse contre sa disparition. Comme cette chanson de la chorale «*Canta u populu corsu*» qui caricature ceux ou celles qui renonceraient à la culture du pays pour les gadgets de la société de consommation et les histoires à l'eau de rose.

Le meeting s'acheva par l'hymne national corse, chanté par tous les chanteurs participants à la soirée devant une assemblée, debout, silencieuse et visiblement émue.

Pour tout contact avec le Comité de soutien aux Patriotes corses, écrire au 14 rue de Nanteuil, 75 015 Paris.

Chimie à Carling : train bloqué

Lundi matin, le train Varsovie-Francfort-Paris a été bloqué pendant une heure en gare de Saint-Avold par 500 travailleurs de l'usine CDF-Chimie de Carling (Moselle), en lutte contre la privatisation et le démantèlement de leur usine. L'après-midi, ils bloquent les routes d'accès à la plate-forme de Carling. Ce genre d'action se multiplie depuis le 8 février, date à laquelle les 2 600 ouvriers de Carling sont entrés en grève.

Maubeuge : patrons séquestrés

Lundi matin, des ouvriers métallurgiques ont séquestrés dans leur bureau les dirigeants de la Chambre patronale de Maubeuge. Ils sont restés ainsi jusqu'à 19 heures.

• Contre l'élargissement de la CEE

Samedi, les signataires du manifeste *Mon pais escorjat* ont tenu à Béziers un colloque suivi d'un meeting. Parmi les participants, l'universitaire Robert Laffont, l'écrivain Jean-Pierre Chabrol et Maffre-Baugé, président de la chambre régionale d'agriculture du Languedoc-Roussillon, aux côtés du PCF. Le PS avait un observateur. Des organisations étrangères étaient également représentées, dont le PC grec, le MDP portugais (proche du PCP) et la Democrazia Proletaria italienne. Les participants ont réaffirmé leur opposition à l'entrée des trois pays d'Europe du Sud dans le Marché commun.

A l'occasion de ce meeting, on a appris que le PCF pourrait remodeler sa liste de candidats aux élections européennes pour faire figurer Maffre-Baugé en position d'être élu. Celui-ci n'a toutefois pas encore fait connaître sa réponse.

• PS : tous divisés, mais tous pour l'unité

Le dernier délai pour le dépôt des motions du PS expirait ce mardi soir. Lundi, à l'issue de la réunion du Comité directeur, seules deux motions avaient été déposées, celle de Mitterrand et celle du CERES.

Lundi midi, respectivement sur TF 1 et sur Antenne 2, Mitterrand et Rocard présentaient leur vision de la réunion du comité directeur. Selon Rocard, Mitterrand n'avait aucune volonté de faire la synthèse, et présentait sa motion comme à prendre ou à laisser.

Mitterrand a réfuté cette présentation des choses, se donnant un air conciliant, affirmant que son texte était amendable, et se déclarant ouvert à toute solution pouvant aboutir à la synthèse. Quoiqu'il ait conclu une alliance avec le CERES lors de la réunion du Comité directeur, il a estimé qu'il n'était pas possible pour lui de s'entendre de façon durable avec le CERES, dont des divergences importantes le séparent, notamment sur la question européenne. Il s'est plu à rappeler son image de fédérateur du PS, en disant : «*Qui peut plus que moi désirer ardemment l'unité du parti socialiste ?*»

• Congrès de l'OCI

L'organisation trotskyste OCI vient de tenir son congrès. Cette organisation, qui s'est renforcée récemment, notamment de transfuges de la LCR, revendique 5 000 militants ou sympathisant organisés. La direction de l'OCI considère que la classe ouvrière a remporté au premier tour des législatives une «victoire politique» trahie au second tour. En conséquence, l'OCI se fixe comme axe stratégique de constituer un «*front unique des organisations ouvrières sur le point précis suivant : chasser cette Assemblée nationale !*» Comme à l'accoutumée, les militants de l'OCI, qui sont souvent organisés à Force Ouvrière, ont attaqué la CFDT comme «*cheval de Troie: de la hiérarchie catholique à l'intérieur de la classe ouvrière*».

carnet de voyage

Cisjordanie, terre occupée

Reportage de Philippe DANZAIN

(3) Karim Khalaf, maire de Ramallah : «Pas de paix sans respect de nos droits»

«Je ne suis fier que d'une chose : je suis Palestinien». **Karim Khalaf, le maire de Ramallah, ville située au Nord de Jérusalem, ne cache pas son patriotisme et son attachement à l'OLP. *«Il ne faut pas discuter avec Karim Khalaf mais avec Arafat et l'OLP»,* devait-il lancer à un groupe d'officiers israéliens. Nous l'avons rencontré à la fin de décembre 1978, chez la journaliste Raymonda Tawill, elle-même une nationaliste qui a expérimenté dernièrement 45 jours les geôles israéliennes. Le notable est un homme sûr de lui, qui a du mal à faire croire à ses interlocuteurs qu'il *«n'est pas une personnalité, mais un Palestinien sur trois millions et demi».* Comme la plupart des maires cisjordaniens, il se situe dans ce qu'il appelle le courant «réaliste» de l'OLP.**

Karim Khalaf a fait parler de lui à la suite des accords de Camp David. Proclamant très haut son refus des accords, il a fait une conférence de presse à Amman (Jordanie) soutenant la politique de l'OLP. Pendant son séjour en Jordanie, les autorités israéliennes l'ont menacé de le mettre en prison à son retour. C'est tout Ramallah et la Cisjordanie qui manifestent pour le soutien à Karim Khalaf. Depuis son élection en 1976, il est constamment menacé d'expulsion. Les positions qu'il exprime sont reprises par beaucoup de personnalités en Cisjordanie. Même si certains aspects de ses déclarations peuvent paraître «modérées», l'intérêt de ses prises de position est évident pour l'OLP, à l'heure où elle doit faire face à la tentative de mettre en place «l'autonomie».

«Les seuls à vouloir la paix au Moyen Orient, ce sont les Palestiniens. Nous avons besoin de sécurité. Contre Israël, et contre certains pays arabes. Nous attendions beaucoup de la conférence de Genève, qui devait réunir toutes les parties concernées. Au mois d'octobre 1978, il n'était plus question d'OLP, mais de professeurs américains d'origine palestinienne. Et le 19 novembre, Sadate est allé à Jérusalem, torpillant la conférence de Genève pour placer toutes les cartes entre les mains des Américains. Nous nous sommes opposés à lui. Nous voulons la paix, mais nous n'aimons pas vois Sadate ramper devant Begin, cet «homme de paix» dont la carrière se résume ainsi : de King David à Camp David.

Les accords de Camp David méprisent notre Trinité : la terre, le peuple, la direction. Nous voulons la terre, et Begin a répété devant la Knesset qu'il ne renoncerait pas à la souveraineté israélienne sur la rive occidentale.

Les accords divisent les Palestiniens entre habitants de Cisjordanie et Gaza d'une part, et d'autre part, nos frères exilés dont il n'est même pas question. Enfin, l'OLP est reconnue par l'ONU et la majorité des pays, mais Israël veut la remplacer par une autre direction, dont les pouvoirs sont à définir par l'Egypte et Bégin. Ce conseil d'autonomie verrait pendant toute la période de transition ses décisions soumises au veto israélien. Enfin, pas un mot dans ces accords sur le statut de Jérusalem.

POUR UN ÉTAT PALESTINIEN

Nous ne voulons décevoir ni le monde, ni nos frères juifs. Alors nous sommes francs : pas de paix possible sans respect de tous nos droits nationaux. L'OLP doit être reconnue comme notre seul représentant. Israël doit se retirer dans ses frontières de 67, rendre le Golan, Gaza, la Cisjordanie, et nous reconnaître le droit à créer un État indépendant dans les territoires occupés. Enfin, nous exigeons le retour des réfugiés qui le désirent et l'indemnisation des autres.

Dans ces conditions, la paix est possible. Tout le reste est négociable. Ils veulent prier chez nous ? D'accord, s'ils nous laissent nager dans la Méditerranée ! Mais nous vivons dans un monde étrange. N'avons-nous pas vu Bégin recevoir le Prix Nobel de la Paix à Oslo ? C'est lui qui a introduit le terrorisme au Moyen Orient. Après King David, après Deir Yassine, il vient traiter Arafat de terroriste, alors que c'est un homme très bien, et modéré».

— Et Habache* ?

«Je respecte tous nos dirigeants. Mais la grande majorité du peuple veut le retour aux frontières de 67 et la création d'un État».

Pour Karim Khalaf, c'en est assez. «Je vous ai fait un exposé complet». L'arrivée de Haffez Nazal, un des «professeurs américains» dont parlait le maire, relance le débat. L'enseignant, paraissant un trentaine d'année, s'exprime fougueusement. Contrairement au maire, le professeur ne s'embarrasse pas de préoccupations oratoires.

«Nous sommes prêts à accepter toutes les exigences israéliennes, pourvu qu'ils acceptent la négociation. Ils ont besoin de bases pour se sentir en sécurité ? Négocions. Nous aussi, nous avons des exigences à poser»...

— Mais enfin, jusqu'à nouvel ordre, l'OLP se propose d'établir un État laïc et démocratique sur toute la Palestine ?

«Ce n'est pas un problème. Je l'ai dit à Atherton («l'ambassadeur itinérant» américain), je m'engage à ce que Arafat déclare publiquement qu'il reconnaît Israël, à condition que vous vous engagiez à ce que, au même moment, Begin reconnaisse la représentativité de l'OLP. Et bien, Atherton a dû admettre qu'il ne pourrait pas tenir un tel pari».

LE PREMIER MINISTRE ET LE ROI DAVID

Au cours de l'entretien, Karim Khalaf a cité deux «exploits» de Bégin : Deir Yassine et King David.

Deir Yassine était un village palestinien envahi le 9 avril 1948 par les hommes de l'Irgoun, l'organisation de Ménakhem Bégin. Après la prise du village, les habitants, femmes et enfants compris, furent mitraillés. Les deux cent cinquante civils ainsi massacrés devaient servir à affoler les populations arabes.

King David est un immense hôtel qui domine le côté Ouest de Jérusalem. Le 22 juillet 1946, les terroristes sionistes le firent sauter : une aile de l'hôtel du «Roi David» était entièrement détruite. Deux cents personnes succombèrent. Des Anglais pour la plupart (l'hôtel leur servait de quartier général), mais aussi des Juifs et des Arabes.

* *Dirigeant du FPLP*

Madame Hamzeh : «Ils sont pleins d'imagination, à vous rendre paranoïaque»

La liberté laissée aux notables nationalistes dans un pays occupé donne une impression de «démocratie». Les élections municipales de 1976, qui ont vu le succès de maires ouvertement pro-OLP n'ont-elles pas été, de l'avis général, absolument libres ?

A cette époque, cependant, les autorités militaires de «Judée et Samarie» ont montré où s'arrêtait leur tolérance. L'épouse du docteur Hamzeh, un nationaliste connu, nous a raconté l'expulsion de son mari.

«Mon époux étant originaire d'Hébron, (El Khalil), il avait décidé de se présenter contre le maire en place, considéré comme un collaborateur. Pendant la campagne, il s'est installé dans la maison de sa famille, et je suis restée à Béthléem. A 12 jours du scrutin, dans la nuit du vendredi au samedi (le samedi est férié en Israël), les soldats ont encerclé sa maison et ont coupé le téléphone. Ils m'ont avertie, et ont immédiatement mis ma ligne hors de service. Dans la matinée, ma fille, qui était avec son père, a pu sortir. Nous avons alors entrepris des démarches pour faire libérer Ahmad. Nous avons contacté une avocate, et réussi à obtenir du président de la Cour suprême une séance exceptionnelle l'après-midi même.

La réunion s'est tenue à 16 heures. A leur arrivée, les militaires ont annoncé qu'un quart d'heure auparavant, mon mari avait traversé la frontière libanaise. Une façon de montrer que la démocratie ne pèse pas grand chose dans les territoires occupés.

Ils avaient conduit Ahmad à la frontière par hélicoptère, et l'avaient fait traverser un drapeau blanc à la main.

Il avait toutes les chances de se faire tirer dessus : par des phalangistes, ou des Fiddayines qui l'auraient pris pour un agent israélien. Par chance, il est tombé sur des gens du FATH originaires d'Hébron, qui l'ont reconnu. Je pense que les militaires espéraient qu'il se ferait tuer par des Arabes.

Ils l'ont autorisé à rentrer au mois de juin dernier. Nous ne comprenons pas pourquoi. Nous nous demandons maintenant ce qu'ils nous préparent : ils sont pleins d'imagination. A vous rendre totalement paranoïaque.»

Résistances

Où est la résistance en Palestine occupée ? Partout et nulle part. Développer, équiper la région, c'est déjà entraver le projet sioniste en limitant l'émigration.

Sur le terrain politique, les grèves et manifestations, surtout dans la jeunesse, sont monnaie courante. Elles se produisent à l'occasion d'événements locaux, comme les confiscations de terres, ou d'événements politiques généraux, comme les accords de Camp David.

Ces mouvements se heurtent systématiquement à une répression brutale. Enfin, un autre type de résistance, dont les acteurs sont plus discrets : la résistance armée. La presse israélienne n'en rend que très partiellement compte, pas du tout quand il s'agit d'objectifs militaires. A titre d'exemples : le 29 juin dernier, une bombe tuait deux personnes et en blessait 37 dans un quartier juif de Jérusalem. Un chauffeur de camion, avant d'être arrêté, a pu pendant plusieurs mois poser des bombes dans tout Israël en livrant des jus de fruits de Gaza. Les opérations ne sont pas toujours l'œuvre de groupes organisés. Ainsi a-t-on pu voir des enfants d'un camp de réfugiés entre Ramallah et Jérusalem lancer une grenade sur un bus de l'armée.

Le pylone de radio de Ramallah est entouré de barbelés. Le périmètre ainsi délimité est occupé... par des chiens. Un cercle plus large est entouré de murs et de barbelés. Un véritable bunker pour se protéger des attentats, trop peu nombreux pour donner à la région un air de guerre. Suffisants pour que les soldats aient peur. La propagande israélienne condamne fréquemment le «terrorisme» qui frappe des civils innocents. On voit mal comment la résistance pourrait éviter de frapper des civils quand ceux-ci sont les instruments de l'agression, par le biais du peuplement juif. Permettre l'installation des colons en Cisjordanie faciliterait la «politique du fait accompli» chère à Israël. Avant de pleurer sur le sort des «victimes innocentes», il convient de s'interroger : qui les envoie au casse-pipe ?

RÉACTIONS APRES LA CHUTE DE BAKHTIAR

La victoire de l'insurrection populaire à Téhéran, la chute de Bakhtiar ont suscité de nombreuses réactions en France et dans le monde. Ces réactions révèlent l'importance des derniers événements pour le peuple iranien, mais aussi pour le monde entier. Nous avons choisi un certain nombre de réactions et de commentaires parmi les plus significatifs.

Dans les articles de Thierry Desjardins, envoyé spécial du *Figaro* à Téhéran, ce qui ressort, devant l'insurrection populaire, c'est la haine et la peur, avec des accents qui rappellent ceux des journalistes versaillais face aux communards. Terré dans sa chambre d'hôtel, Desjardin décrit «*ce week-end de folie où tout semble avoir basculé*». Il parle d'une «*foule en délire*», d'«*un carnaval haineux, sanguinaire et barbare*». Selon lui, «*c'est le Far West, la pègre au pouvoir, les bandes de Gengis-Khan... C'est effrayant de voir cette ville immense entre les mains de la population surarmée*». Face à un peuple en arme, le journaliste de Hersant multiplie les formules racistes et antipopulaires. Les travailleurs et les jeunes de Téhéran en armes lui font peur, mais quand les mercenaires du Shah, le jour du vendredi noir, fusillaient des milliers de manifestants aux mains nues, que disaient-ils, lui et ses collègues ? Ce n'était qu'une opération de «*maintien de l'ordre*» qui ne suscitait pas chez eux une telle indignation !

L'HUMANITE : LES AMIS DE NOS AMIS...

Dans son éditorial de lundi dans *l'Humanité*, Yves Moreau, après quelques considérations générale sur la situation, dévoile rapidement les préoccupations réelles du PCF en ce qui concerne l'Iran. Moreau se demande quel sera le contenu exact de la République islamique de Khomeiny. Il pose la question «*des droits dont disposeront les partis politiques, le parti communiste Toudeh notamment*». *L'Humanité* s'intéresse donc aux libertés démocratiques dans la mesure où elles permettront au parti révisionniste iranien d'excercer son activité. Et Moreau poursuit : «*Il est le parti de la classe ouvrière, dont la grève générale de ces derniers jours a joué un rôle décisif. Autant de mérites qu'il n'est du pouvoir de personne de contester au Toudeh*». Ce n'est évidemment pas dans *l'Humanité* qu'on apprendra que le Toudeh, qui avait abandonné la lutte contre le Shah, s'est mis à la remorque du mouvement populaire religieux assez tardivement, renforcé par des «militants» venus de l'Azerbaïdjan soviétique, alors que les révolutionnaires ont joué ces derniers mois un rôle grandissant dans le mouvement étudiant et dans les grèves ouvrières. En ce qui concerne l'enjeu international et la crise iranienne, voilà la question que pose Moreau : «*L'Iran va-t-il donc cesser d'être le gendarme du golfe, l'avant-poste de l'impérialisme contre l'Union Soviétique*».

Car ce qui préoccupe *L'Humanité*, ce sont les intérêts de parti révisionniste Toudeh et de l'URSS dans la région...

DANS LE TIERS MONDE

La chute de Bakhtiar et la victoire de l'insurrection à Téhéran ont été immédiatement saluées par le président de l'OLP Yasser Arafat. Dans son message, il déclare que la victoire du mouvement populaire est «*le début d'une ère portant les signes précurseurs de la victoire des peuples de cette région du monde*».

Dimanche, plusieurs milliers d'étudiants soudanais ont manifesté à Khartoum pour soutenir le mouvement populaire en Iran et la république islamique.

Au Pakistan, le général Zia Ul Hak, chef de l'État, a reconnu officiellement lundi le gouvernement de Bazargan et lui a envoyé un message de félicitations.

Boutros Ghali, ministre des Affaires étrangères égyptien s'est, de son côté, déclaré inquiet de la situation créée dans la région par la chute de Bakhtiar : «*Cette déstabilisation pourrait avoir des conséquences sur le règlement du conflit dans cette région. Cette situation constitue une raison supplémentaire pour que les négociations de paix israélo-égyptiennes aboutissent au plus vite*».

MANOEUVRES AMÉRICAINES

La situation en Iran et l'inquiétude qu'elle suscite parmi les États de la région donne un relief particulier à la visite qu'effectue actuellement en Arabie Saoudite le secrétaire d'État américain à la Défense. Celui-ci avait déclaré : «*Les USA assumeront leur rôle à l'avenir pour contrer les ingérences soviétiques au Proche Orient. Notre objectif est de préserver la confiance et la coopération qui existent entre nos deux pays*». Au cours de la visite de Brown, il a été question de nouvelles livraisons d'armes américaines à l'Arabie Saoudite, ainsi qu'au Soudan et au Yemen du Nord. Il est hors de doute que ces activités diplomatiques américaines coïncidant avec la relance des négociations de Camp David, visent à redonner l'initiative aux USA dans la région, alors que le bastion iranien semble perdu et que les ingérences soviétiques vont se multiplier. Il serait pourtant téméraire de conclure que l'Arabie Saoudite va remplacer purement et simplement l'Iran en tant que «*gendarme du golfe*».

En fait il semble que Carter veuille faire pression sur l'Arabie Saoudite pour obtenir, en échange de sa «protection» et de l'accélération des ventes d'armes, un alignement de ce pays sur les positions américaines en ce qui concerne la question palestinienne et en ce qui concerne sa position dans l'OPEP.

J.P.C.

Dans le «*Point de vue*» d'un révolutionnaire iranien publié dans le quotidien du mardi 13 février, une erreur regrettable s'est glissée dans le dernier paragraphe changeant complètement le sens de ce passage. Il fallait lire en réalité : «***Si le peuple n'avait pas eu ce degré de conscience et de mobilisation et s'il n'y avait pas eu les aviateurs, on ne sait pas comment la situation aurait tourné***».

GREVES DES EBOUEURS A LONDRES

Après les grèves de mineurs, puis celle des routiers qui ont paralisé la Grande-Bretagne, les éboueurs de Londres ont pris la relève. Décidément les travaillistes pas plus que les conservateurs n'arrivent à imposer l'austérité aux travailleurs.

La statue d'Isaac Newton (le philosophe) dépassé par l'ammoncellement d'ordures conserve son flegme !

Regard sur l'Algérie

(3) - Quelques aspects de la gestion des entreprises

Nadjib Benhad se trouvait en Algérie peu avant la mort de Boumédiène. Il retrouvait son pays après six ans d'absence. Dans ce carnet de voyage, il nous parle de l'Algérie telle qu'il l'a perçue.

Les images de la nationalisation de l'économie (sauf les commerces) sont d'abord les pancartes un partout qui annoncent les sociétés, leurs noms commencent tous par «SONA...» (1). Dans les campagnes ce sont : «*les domaines autogérés de la Révolution agraire*» (propriétés collectives ou d'Etat). On m'avait souvent dit avant que je revienne que c'était là la meilleure preuve que ce sont les travailleurs qui gèrent le pays et qui le dirigent, grâce aux différentes assemblées populaires. Lorsque l'on lit un certain nombre de brochures ou bien la Charte nationale, on remarque nombre de phrases qui insistent sur la nécessité de bannir des esprits l'idée de l'existence du patron et de l'ouvrier, que somme toute il n'y a que des travailleurs, la nécessité pour l'ouvrier d'abandonner l'attitude revendicative et les «luttes stériles» pour s'atteler à son rôle de gestionnaire !

Quelle est la réalité de cette gestion ? D'abord l'assemblée des travailleurs, si vantée, est purement consultative et les membres qui la composent, sont minutieusement triés sur le volet. Une confusion est soigneusement entretenue sur le terme de travailleurs (directeurs, cadres, ouvriers, commerçants pêle-mêle).

AU CLUB DE LA SONELGAZ

Un soir, au club des travailleurs de la SONELGAZ (électricité et gaz) la discussion s'engage sur la gestion. A propos de la réunion annuelle où l'ATU (l'«assemblée des travailleurs») rend compte de ses travaux, Kader nous dit sur le ton humoristique : «*La plupart des travailleurs refusent d'y aller, même des cadres. Pour les obliger à rester, la direction ferme toutes les portes lorsque les équipes sont rentrées. C'est un des ces cirques, il y a des gars qui se cachent dans les WC, d'autres inventent toutes sortes d'excuses*». Amar répond à mon étonnement : «*En fait la gestion socialiste des entreprises c'est du baratin ; pour l'élection tu votes à main levée, tu as le choix entre deux candidats bien choisis. Si tu ne votes pour aucun des deux, tu risques d'avoir des ennuis à la moindre faute ou retard. Tu as dû lire que les candidats doivent être des militants sérieux au service des travailleurs. Eh bien, jamais une protestation, toujours à dire oui. A force de payer des pots à des responsables, de faire des cadeaux, tu peux être candidat. L'ATU, c'est la planque ! Nous ici on a un gars qui est membre de la commission des Affaires sociales et culturelles, c'est un des rares de l'ATU qui soit correct. Ça fait deux ans qu'il court de la mairie à la wilaya pour nous avoir des logements. Maintenant on est presque tous logés dans la nouvelle cité. Il aurait pu mettre une grande partie de l'argent de la commission dans sa poche comme cela existe quotidiennement en Algérie. Eh bien tu vois il a aménagé le club. Il vient nous voir pour régler des droits sociaux*».

Amar : «*Aux réunions tu as un premier rapport de l'ATU, puis le directeur lit le sien. Ils soumettent à la discussion toujours la même chose : la productivité des travailleurs. Il paraît que nous n'en faisons pas assez. Tous les gars se demandent pour quelle raison nous en ferions plus. Regarde le SMIC à combien il est : 900 dinars pour un célibataire, 1 200 pour celui qui est marié. Avec 50 dinars, tu n'achètes pas grand'chose au marché. La viande est à partir de 24 D le kilo, le raisin 8 à 10 D. Tu sais que la semoule est très importante pour nous, le prix a presque doublé ces derniers temps. On te dit que les produits de base sont peu chers, seulement il faut les trouver. La pénurie est constante, et la spéculation va bon train : le lait, le citron, les figues, les grenades, certains légumes, les vêtements, l'électroménager sont soumis au marché noir. Sans piston tu ne vis plus en Algérie, de l'alimentation aux soins médicaux en passant par l'administration ! En plus le pain est de qualité de plus en plus mauvaise. Comment veux-tu que l'ouvrier s'en sorte ? Surtout lorsque tu vois tous les pots-de-vin, les détournements de fond, les fortunes qui s'édifient sur le dos du peuple. Les gens du parti y sont largement impliqués. Les gens n'ont plus confiance, on s'aperçoit que tout ce qu'ils racontent c'est du baratin !*».

J'ai souvent entendu de tels points de vue chez des travailleurs, par exemple à SONACOM-Constantine, El Hadjar (sidérurgie-Annaba), SONATRACH (Sétif, Béjaïa, etc...) y compris de la part de membres du FLN, également chez certains responsables, certains officiers de l'armée, certains cadres...

Nadjib BENHAD

Dans notre prochaine édition : «La vie politique vue par le peuple»

SONA : Société nationale
ATU : Assemblée des travailleurs d'unité.
1 dinard = 1, 20 franc

• Conférence de Genève sur la pollution en Méditerranée

Les dix-sept pays riverains participant à la conférence de Genève du 5 au 10 février ont décidé de financer eux-mêmes la moitié des études sur la pollution de la Méditerranée. Jusqu'à maintenant, c'est le PNUE (Programme des Nations-Unies pour l'Environnement) qui en supportait la charge financière. Un programme de surveillance des eaux est adopté pour deux ans. Mais les conclusions des études ne seront pas données avant plusieurs années et d'ici là, la pollution va continuer ; aucun accord n'a encore été signé sur la lutte contre la pollution tellurique (rejets provenant de la terre) qui constitue 85 % de la pollution totale. Pendant qu'on étudie le mal, on ne s'attaque pas à ses causes. Ainsi la plupart des grandes villes du bassin méditerranéen ne sont toujours pas pourvues de station d'épuration.

le quotidien du peuple

IRAN Après la victoire du peuple

LES INCERTITUDES DE L'AVENIR

o Après l'insurrection de Téhéran, tous les bastions de l'ancien régime sont tombés un par un lundi et mardi : casernes, prisons, siège de la Savak, palais du Shah, tous les lieux qui furent les places fortes de l'oppression, de la torture, ou du luxe insolent, ont été pris d'assaut par le peuple. Tandis qu'à Téhéran, la garde impériale, longtemps réputée comme le dernier rempart de la monarchie, s'effondrait en quelques instants, en province, toutes les unités militaires annonçaient l'une après l'autre leur ralliement au gouvernement de Bazargan. Celui-ci a annoncé l'arrestation et le jugement de nombreuses personnalités du régime du Shah. Cependant, le premier ministre démissionnaire Bakhtiar serait en sécurité, et même protégé par Bazargan : interviewé mardi, le fils de Bakhtiar n'hésitait pas à annoncer un retour politique de son père dans le cadre de la «République islamique».

Alors que le nouveau gouvernement est reconnu par de nombreuses capitales étrangères, les diplomates des ambassades iraniennes s'étant massivement ralliés à lui, Bazargan entend au plus vite remettre de l'ordre et reconstituer un appareil d'Etat en mesure de fonctionner. Pour ce faire, tout en réaffirmant l'attachement aux principes de la «république islamique», dont le contenu reste toujours assez flou, le gouvernement désigné par l'ayatollah veut récupérer rapidement la plupart des fonctionnaires du régime du Shah.

Bazargan, qui a nommé un nouveau chef d'état major, a lancé un appel aux insurgés pour qu'ils remettent leurs armes aux nouvelles autorités. De son côté l'ayatollah Khomeiny lançait à la radio un appel au calme, demandant au peuple qu'il *«revienne à l'ordre et au calme et suive toutes les propositions du Premier ministre»*. La direction du mouvement islamique, qui s'st appuyée sur l'insurrection populaire, entend instaurer sa propre légalité et désarmer les insurgés qui ont permis la chute de Bakhtiar et la mise en place du nouveau gouvernement.

Des partisans du mouvement religieux

L'ARMEE A-T-ELLE DIT SON DERNIER MOT ?

On voit mal comment l'armée du Shah qui s'est révélée totalement impuissante à enrayer le mouvement populaire et a été neutralisée par lui, pourrait se lancer, dans l'immédiat, dans un coup de force contre le nouveau régime. Mais il serait hâtif de conclure que l'insurrection de Téhéran marque la fin des affrontements. Il est probable que beaucoup d'éléments de cette armée, si elle n'est ni démantelée, ni épurée, attendent leur heure et peuvent être les artisans d'un coup de force. Cela dépendra de la politique que mènera la «république islamique». La capacité ou non du gouvernement à «rétablir l'ordre», son attitude face aux exigences des travailleurs en grève pour imposer leurs revendications, peuvent déterminer des contradictions importantes au sein des forces qui ont convergé pour renverser le régime du Shah.

Des éléments de l'armée pourraient alors être les porte-drapeaux de la manière forte, et se dresser contre un régime qu'ils jugeraient insuffisamment efficace pour affronter les exigences des masses. Mais, dans ce cas-là, quel appui l'armée pourrait espérer des américains ? Rien n'est évident de ce côté-là.

L'IMPERIALISME US SUR LA DEFENSIVE

En tout cas, pour le moment, cette armée longtemps encadrée et équipée par les Américains n'aura pas pu protéger leurs intérêts en Iran. Un fait très significatif de la nouvelle situation en Iran est l'attitude défensive qui semble bien se confirmer ici, comme c'est le cas à l'échelle mondiale de la part de l'impérialisme américain. Carter s'est déclaré *«prêt à coopérer avec les nouveaux dirigeants iraniens»*, prenant acte de l'échec retentissant des USA en Iran. Le gouvernement américain concrétise cette retraite au plan du dispositif militaire en recherchant actuellement pour ses stations d'écoute et d'observations en Iran, de nouveaux sites en Turquie.

Le fait que Carter affirme aussi sa volonté *«d'empêcher toute intervention d'une puissance étrangère dans les affaires intérieures iraniennes»*, ne change sans doute pas grand chose à cette position défensive.

Les implications mondiales sont considérables, les Etats-Unis admettant, du moins pour l'instant, la perte du contrôle d'une position-clé dans les approvisionnements énergétiques de l'Occident, particulièrement de l'Europe occidentale. Ceci ne va d'ailleurs pas manquer de s'accompagner de hausses nouvelles du prix du pétrole qui pèseront dans la crise économique des pays capitalistes occidentaux.

QUI VA OCCUPER LE TERRAIN PERDU PAR L'IMPERIALISME ?

Dans un tel contexte, il est inévitable que le social-impérialisme soviétique, à l'offensive au plan mondial face à la superpuissance américaine, tente de pousser l'avantage, essayant de profiter au maximum du recul occidental en Iran. La concrétisation ou non de ce grave danger dépendra pour une part de l'évolution de la situation intérieure en Iran.

Tandis que le gouvernement soviétique vient de reconnaître le gouvernement Bazargan, en saluant le «soulèvement populaire» la *Pravda* commente prudemment les événements, prévoyant : *«Les tâches les plus difficiles de la révolution vont être posées maintenant : la restructuration des forces politiques, la lutte pour le pouvoir et l'intensification des changements économiques et sociaux»*.

Alors que les leaders du mouvement religieux se sont jusqu'ici déclarés opposés aux deux superpuissances, l'URSS ne manquera pas d'exploiter les contradictions au sein des forces qui ont renversé le régime du Shah. Elle tentera sans aucun doute de dévoyer à son profit la lutte des masses populaires en se présentant comme leur «allié naturel» contre les «secteurs réactionnaires». Elle dispose, on le sait, de moyens d'infiltration tels que le parti révisionniste Toudeh qui connaît un regain d'activité, et dont la direction, basée en Allemagne de l'Est prévoit son «retour au pays».

L'URSS tentera sans toute d'exploiter, y compris les démarcations des groupes révolutionnaires, tels que les «combattants du peuple» ou les «fédayins du peuple» à l'égard du principe même du «gouvernement islamique». Par ailleurs, les éléments civils ou militaires qui ont longtemps défendu les intérêts de l'impérialisme américain, s'ils s'estiment lâchés par lui, offriront sans doute d'autant moins de résistance aux pressions de l'URSS.

Le peuple iranien, qui vient de remporter une grande victoire, en imposant, au prix de milliers de martyrs le départ du Shah et la chute de Bakhtiar, doit donc faire face à une nouvelle situation complexe, pour avancer dans le sens de la consolidation de l'indépendance et de son émancipation sociale.

J.P.C.

Préparatifs militaires vietnamiens contre la Chine

Ces derniers mois, en même temps qu'elles préparaient leur agression et leur invasion du Kampuchéa, les autorités de Hanoï ont massé des troupes à la frontière avec la Chine, multipliant les provocations et les incidents sanglants. Pendant l'été, après avoir expulsé des dizaines de milliers de Vietnamiens d'origine chinoise, l'armée vietnamienne a mis en place à la frontière un dispositif militaire considérable de plusieurs centaines de milliers de soldats avec des missiles soviétiques et des armes ultra-modernes.

Alors que le pays doit faire face à des difficultés économiques grandissantes, le gouvernement vietnamien maintient sur pied une armée suréquipée et surentraînée de plus de 500 000 hommes. Il en a envoyé plus de cent mille au Kampuchéa mais maintient toujours en même temps la pression sur la frontière chinoise. Cette militarisation croissante l'a amené à mobiliser tous les jeunes à partir de 18 ans et à rappeler des réservistes jusqu'à 45 ans. Alors que l'armée vietnamienne est ainsi basée à proximité de la frontière, les garde-frontière multiplient les provocations et les incidents sont devenus aujourd'hui quasi-quotidiens. Ainsi, le 6 février, plusieurs dizaines de Vietnamiens ont fait une incursion en territoire chinois dans la commune de Shilicun, province du Yunnan. Ils ont fait feu sur une patrouille, tuant le chef d'escouade. Le 6 et le 7, plusieurs garde-frontière chinois ont été tués en sautant sur des mines posées en territoire chinois par des agents vietnamiens. En tout du 15 janvier au 7 février, 70 Chinois ont été tués ou blessés lors de tels incidents. Il semble qu'aujourd'hui, la Chine prend des mesures pour renforcer sa défense à la frontière avec le Vietnam.

La situation actuelle est d'autant plus dangereuse pour la sécurité de la Chine et de l'Asie du Sud-Est que la Chine est toujours soumise à la menace des divisions soviétiques basées en Mongolie, tandis que des navires soviétiques croisent près des côtes vietnamiennes.

Erythrée : *dernières nouvelles*

- Nombreuses opérations lancées par le FPLE
- Un colonel soviétique tué

Les Soviétiques et les troupes de la junte militaire éthiopienne poursuivent leurs violents bombardements contre la province érythréenne du Sahel (au Nord).

Selon les dernières informations que vient de nous transmettre le bureau parisien du FPLE, l'URSS et Mengistu cherchent à briser la résistance en attaquant la «base arrière» du FPLE. Les troupes éthiopiennes tentent d'assiéger Nacfa, la principale ville du Sahel où se sont réfugiés ces dernières semaines de nombreux Erythréens, fuyant les bombardements sur les zones libérées situées plus au Sud et où sont également regroupés de nombreux soldats éthiopiens faits prisonniers. D'importants combats se déroulent autour des villes d'Afabet et de Karora.

Mais une donnée essentielle de la situation, indique le FPLE, c'est le déploiement des forces populaires dans l'ensemble du pays qui déjouent les calculs visant à étouffer la révolution érythréenne dans la province du Sahel. Ainsi l'armée populaire du FPLE a lancé des attaques en divers points du pays. Elle a engagé une offensive contre la ville de Keren que les Éthiopiens avaient occupé en novembre. Après s'être retirée de la route Asmara-Massoua pour préserver ses forces lors de l'offensive ennemie de la fin novembre, l'armée populaire contrôle à nouveau, pour l'essentiel, cet axe très important, interdisant toute circulation normale, par des actions lancées à partir de la zone libérée qui s'étend de part et d'autre de la route.

Le 7 février (mardi dernier), une offensive lancée par le FPLE à Adi Nifasse, ville située à sept kilomètres au Nord d'Asmara, contre un camp militaire éthiopien, a coûté la vie à 30 soldats et trois officiers dont un colonel soviétique.